



## **Déclaration FNEC-FP FO 86 au CSA-SD 86 du 5-09-2023**

Monsieur le Directeur académique, Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD 86,

Alors que les casseroles, que la Macronie traîne derrière elle, la précédaient hier pour accueillir le nouveau ministre de l'Education Nationale dans ses visites de vitrine politique le jour de la rentrée en établissements scolaires, les citoyens français et parmi eux, nos collègues de l'Education Nationale ne sont pas dupes. D'autant plus que l'histoire bégaye de rentrée en rentrée, et que des effets d'annonces pour faire diversion sont à nouveau lamentablement utilisés pour détourner l'attention des vrais problèmes que seuls, le Super Ministre et son Ministre de l'Education Nationale, font mine de ne pas voir.

Ainsi cette année encore, partout en France, l'Ecole publique manque de tout : manque d'enseignants, de personnels administratifs, d'AESH, de médecins scolaires, d'infirmières scolaires, de médecins de prévention..., laissant les acteurs du terrain en danger pour leur santé au travail, en témoigne l'alerte, via la saisine du Registre Santé Sécurité au Travail, par les services de la Division des Relations et des Conditions de Travail en charge des arrêts maladie longs, au rectorat de la Vienne, en juin 2023, implorant des moyens pour faire face à la quantité colossale de dossiers d'arrêts maladie arrivant continuellement dans leur service.

L'annonce de « partout il y aura 1 enseignant devant les élèves » retombe comme un soufflet puisque la réalité est tout autre. Le ministre Attal prétend régler le problème des absences non-remplacées avec le « Pacte » et son aumône de piécettes bonus, quasi unanimement rejeté par les enseignants. En effet, ce « Pacte » constitue une nouvelle attaque contre les statuts pour mettre au pas les personnels et engendrer les divisions. Il fait porter le poids des échecs de politiques éducatives, toujours pensées à court terme et à l'économie budgétaire, aux enseignants qui doivent cumuler des heures supplémentaires, nonobstant l'épuisement nerveux que leur imposent déjà leurs obligations de service. Il est donc massivement rejeté, comme sont rejetées toutes les mesures de destruction de l'Ecole, comme sont refusées toutes les réformes qui font perdre le sens de notre métier : enseigner.

Car nos collègues ne sont pas animateurs de loisirs. Ils sont enseignants. Nos collègues ne sont pas salariés de cabinet d'audit et ne veulent pas à faire de questionnaires de satisfaction dans le cadre des évaluations d'écoles. Ils veulent enseigner. Nos collègues ne sont pas cobayes d'expérimentations en dehors de tout cadre de loi, ils sont enseignants ! Qu'on les laisse enseigner et qu'on arrête de faire peser toutes les excentricités du dernier arrivé sur leurs épaules, voilà ce que les enseignants attendent, pour pouvoir envisager leur Qualité de Vie au Travail, et conserver leur envie de rester et de faire le métier qu'ils ont choisi par vocation.

Cette rentrée, c'est aussi l'entrée en application le 1er septembre de la réforme des retraites qui vole deux ans de vie aux travailleurs.

Cette rentrée, c'est le pouvoir d'achat des fonctionnaires qui continue de s'effondrer alors que l'inflation explose. « Aucun enseignant payé moins que 2000 € » ! Belle annonce, quand seuls les 1ers échelons voient une hausse de rémunération, méprisant par là-même tous les personnels à plus de 10 ans d'ancienneté, qui portent l'école à bout de bras, qui ont subi le grand « démerdancier » sous le Ministre Blanquer pendant la crise Covid, et qui font face à toutes les pénuries de moyens organisées au fil des ans, rendant leurs conditions de travail plus que pénibles, et qui en sont toujours plus usés.

Cette rentrée, c'est donc, encore, le manque de postes statutaires et de professeurs des écoles pour permettre la continuité de service en palliant les absences non-remplacées pour arrêt

maladie, gardes d'enfants malades, et aussi pour l'exercice du droit syndical inscrit dans la réglementation, pour que les RASED puissent répondre à tous les besoins, et encore pour permettre l'accueil des élèves en situation de handicap en attente d'une place en IME ou en ITEP.

Cette rentrée, ce sont également des décrets passés en catimini pendant les congés et qui placent désormais les directeurs et directrices d'écoles en position de supérieurs hiérarchiques.

Après la provocation du président Macron qui estime qu'il faudrait que les élèves en difficulté, et que les enseignants reprennent le 20 août, l'annonce du ministre Attal d'interdire le port de l'abaya et d'expérimenter celui de l'uniforme, vieille marotte usée jusqu'à la corde, est une mesure de diversion et de division pour détourner l'attention des vrais problèmes de la rentrée et du chaos organisé par le gouvernement.

Ce contre-feu risque de déclencher des conflits et de placer les personnels, en particulier de direction, en difficulté.

La FNEC-FP FO 86 rappelle d'ailleurs que la Laïcité, c'est avant tout le respect de la loi de 1905 qui assure la liberté de conscience et la neutralité de l'Etat, lequel ne reconnaît, ne salarie et ne subventionne aucun culte. Cela passe par l'abrogation des lois anti-laïques, l'arrêt des mesures de territorialisation et de privatisation de l'Ecole : « *Fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée !* »

**Notre organisation syndicale, confédérée, ne tombera pas dans le panneau de la division. Comme dans le privé, dans la Fonction Hospitalière, dans la Fonction Territoriale, dans les autres branches de la Fonction Publique d'Etat, les syndicats Force Ouvrière de la FNEC-FP FO 86 interviendront en défense des personnels de l'Education Nationale et porteront leurs revendications comme nous le faisons inlassablement.**

**Nous continuerons également de travailler à des recherches de solutions pour les situations de crise portées à notre connaissance, et à vous les proposer comme nous l'avons fait en juin dernier sur un problème de climat scolaire où nous avons livré une solution « clef en main » permettant de satisfaire d'un simple « oui » la demande de 3 collègues en demande, dont 2 en situation de souffrance au travail et que vous avez pourtant refusée...**

**Nous appelons également les personnels du département à se réunir dès cette rentrée pour résister, pour « faire bloc » sur les revendications suivantes, notre feuille de route :**

- Augmentation des salaires, tout de suite ! Retrait du « Pacte » !**
- Abrogation de la réforme Macron des retraites !**
- Création des postes statutaires nécessaires !**
- Arrêt du démantèlement de l'enseignement spécialisé ! Non à l'acte 2 de l'École inclusive !**
- Abrogation de Parcoursup et du bac Blanquer !**
- Retrait de la réforme des lycées professionnels !**
- Un vrai statut pour les AESH, un vrai statut pour les AED !**
- Retrait de la loi Rilhac !**